Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne

Nous en avons assez

La crise frappe tout le pays :
— Un million six cent mille chômeurs aujourd'hui, et chaque jour des usines continuent de fermer.
— Nos salaires sont bloqués et les prix montent sans cesse
— Des centaines de milliers de paysans sont chassés de leur terre
— Notre droit à la santé et à la sécurité dans le travail se dégrade chaque jour.
— Les libertés politiques sont bafouées : travailleurs en lutte expulsés de leurs usines, militants syndicaux traduits devant les tribunaux, travailleurs immigrés assassinés ou expulsés.

Voilà le bilan de la droite, des Giscard-Barre-Chirac. Ce qu'ils veulent c'est que ça continue, Chirac cherche même à rassembler contre les luttes de demain ce qu'il y a de plus réactionnaire et de conservateur dans ce pays.

Et avec l'Union de la gauche, est-ce que ça peut changer ?

Mais d'abord, est-ce que l'union de la gauche existe toujours ? Non ! Pendant des années, le PCF et le PS nous ont toujours dit que la solution à nos problèmes passait par le Programme commun et l'union de la gauche. Mais depuis plusieurs mois :
— Mitterrand et Rocard ont souhaité publiquement le succès du plan Barre, et ils sont prêts demain à gouverner avec Giscard pour faire payer la crise aux travailleurs.

— Marchais se querelle avec Mitterrand, il l'accuse de virer à droite. Bien sûr ! Mais que veut-il ? Le socialisme ? Non il l'a dit lui-même. S'il se querelle avec le PS, c'est sur le nombre des ministres, sur le nombre de PDG des entreprises nationalisées... Pourquoi ? Parce que ce que veulent les dirigeants du PCF c'est instaurer un capitalisme bureaucratique d'Etat du même type que celui qui sévit déjà dans l'URSS, des hôpitaux psychiatriques et de la misère.

Non, avec la gauche ce serait toujours le capitalisme. Nous ne voulons ni de la gestion de la crise par Giscard-Mitterrand, ni du capitalisme d'Etat du PCF.

Pour en sortir, que propose l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne ?

Que ce soit un gouvernement de droite ou de gauche après mars 78, c'est par nos luttes et seulement par nos luttes que nous pouvons faire aboutir nos revendications. Ces luttes il faut les préparer dès maintenant, en rassemblant les forces du mouvement populaire en nous organisant.

Nous le savons, après mars 78, quand nous lutterons, les uns nous accuseront de saboter l'économie, les autres tenteront de dénaturer nos revendications et de dévoyer nos actions au profit de leur projet capitaliste. Nous refusons de servir de masse de manœuvre aux affrontements entre les partis bourgeois de droite et de gauche. Ce qu'il faut c'est nous organiser indépendamment de ces partis, c'est jeter les bases d'un large front, capable de faire aboutir nos revendications.

Ce front permettra d'affirmer notre volonté d'en finir avec le système capitaliste, d'avancer vers le socialisme. C'est le socialisme qui permettra d'assurer le plein emploi, d'éliminer l'exploitation et la misère, qui liquidera tous les rapports colonialistes ou néocolonialistes, avec le Tiers Monde, qui assurera une indépendance véritable du pays vis-à-vis des 2 superpuissances USA et URSS qui menacent la paix en raison de leur rivalité acharnée.

Le socialisme que nous voulons, c'est celui où l'immense majorité, c'est-à-dire la classe ouvrière et avec elle les petits paysans et toutes les masses populaires, assument réellement le pouvoir, la direction de la société.

QUE FAIRE EN LORRAINE ?

Ce combat pour le socialisme, comment pouvons-nous le mener là où nous vivons. Les élections sont pour nous tous une occasion d'y réfléchir.

Notre circonscription a été le théâtre, l'année dernière, d'un évènement grave : la liquidation d'Usinor dont l'effectif a été ramené de 4 200 à 800 travailleurs. Près de 500 ont été déportés vers FOS, DUNKERQUE, MONTATAIRE... Un peu plus de 1 000 prennent chaque jour en car le chemin de LONGWY au prix de deux à trois heures de transport. Plus de 300 ont été licenciés. C'est un lourd bilan dont nous devons tirer les leçons, que nous soyons sidérurgistes ou non.

LA DICTATURE DU CAPITAL

Dans un pays comme la France où l'on vote souvent, la liquidation d'Usinor vient nous rappeler la tromperie des élections en régime capitaliste. Derrière l'apparence démocratique des élections, nous avons tous redécouvert la poigne de fer du capital, la dictature de la bourgeoisie. De la même manière, cette même bourgeoisie s'apprête, contre la volonté de la grande majorité de la population, à construire une centrale nucléaire à CATTENOM. Tout cela est décidé, soi-disant, dans l'intérêt général, mais personne n'est dupe : c'est le profit, et rien d'autre, qui est au poste de commande.

Quant au pouvoir des élus, il est apparu l'année dernière dans toute sa nudité : ceux de droite, les amis de Chirac et de Giscard, ont protesté contre la fermeture d'Usinor pour se couvrir auprès des électeurs. Ceux de gauche ont fait un peu plus : ils ont ceint leur écharpe et défilé dans la rue, déposé des motions et prononcé des discours. Mais de tout cela les capitalistes d'Usinor se moquaient éperdument !

QUE S'EST-IL PASSÉ A USINOR-THIONVILLE ?

Quand les patrons ont décidé la liquidation de l'usine, qu'a fait la gauche pour s'y opposer ? Qu'ont fait en particulier les dirigeants du P.C.F. ? La vérité oblige à dire qu'ils ont usé de toute leur influence sur la C.G.T. pour s'opposer au développement de la lutte dans l'usine alors que c'est là qu'il fallait concentrer l'action dès le 1er avril. Les dirigeants du P.C.F. ont parlé d'occupation, mais ont tout fait pour la rendre impossible, et les patrons ont pu organiser la déportation des travailleurs sans rencontrer de résistance. Quant aux travailleurs qui voulaient lutter, ils ont été dénoncés comme gauchistes, provocateurs, irresponsables.

Aidés en cela par le Parti Socialiste, ils ont détourné la volonté de lutte des ouvriers et employés d'Usinor vers l'Union de la Gauche, vers les élections et vers les nationalisations. L'Union de la Gauche, tout le monde sait ce qu'elle est devenue. La Gauche est entrée à la mairie de Thionville, mais qu'y ont gagné les travailleurs ? Quant aux nationalisations, rappelons seulement qu'en 1939, le P.C.F. y était justement opposé parce qu'elles ne pouvaient amener, en régime capitaliste, qu'un renforcement de la bourgeoisie et de l'exploitation.

FAIRE PROGRESSER L'UNITÉ DES OUVRIERS ET DES PAYSANS

L'alliance des ouvriers et des petits paysans n'est pas un slogan pour les discours, elle est une nécessité, et elle représente déjà une réalité très avancée dans certaines régions. Dans une circonscription comme la nôtre qui compte beaucoup d'ouvriers et de paysans, il faut reconnaître qu'il reste beaucoup à faire pour les rapprocher les uns des autres et pour unifier leurs luttes. C'est une tâche difficile mais indispensable en Moselle comme ailleurs pour avancer vers le socialisme.

ELECTRICES, ÉLECTEURS,

Regardons les choses en face. Nous savons depuis longtemps ce qu'est la droite, et les travailleurs savent d'expérience que leur avenir n'est ni chez Barre, ni chez Giscard, ni chez Chirac. Mais nous découvrons aussi depuis quelque temps ce qu'est réellement la gauche de Marchais et de Mitterrand.

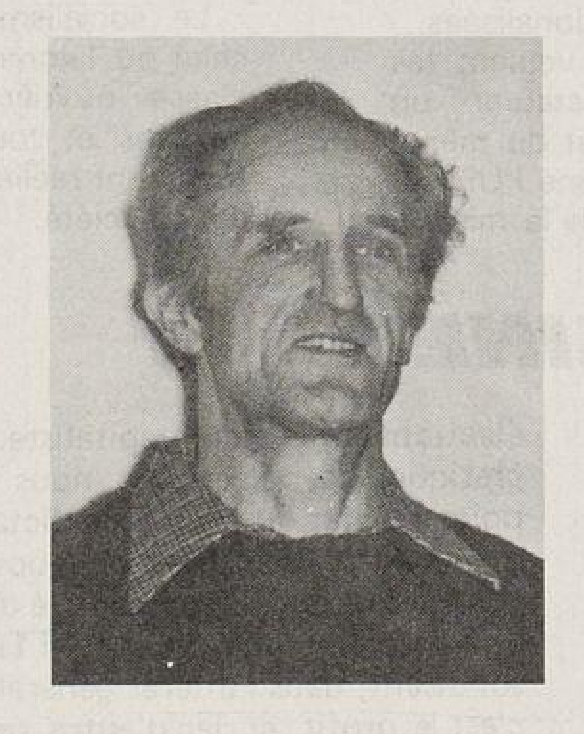
On voudrait nous entraîner dans le duel gauche contre droite, mais ce duel n'est qu'un piège. Après mars, nous changerons peut-être de gouvernement ou de patron, mais nous retrouverons dans ce cas le capitalisme et la bourgeoisie sous de nouveaux visages.

Quoi qu'il arrive, que ce soit la gauche ou la droite qui l'emporte, nous n'avons pas d'autre voie que celle qui consiste à compter d'abord sur nos propres forces et sur notre union pour mener victorieusement les luttes qui nous attendent en 1978. Ne comptons pas sur les élus pour refuser activement la centrale de Cattenom.

La bonne voie, ce n'est pas celle des urnes, c'est celle que nous montraient les travailleurs de SOLOCI-SOLOMI en 1977, c'est celle qu'ont prise depuis trois mois les travailleurs de la SEXLAL à Terville.

Si vous êtes d'accord avec nous, montrez-le en votant U.O.P.D.P. et pour ses candidats :

TITULAIRE **Marcel GREGOIRE** et **Eddy THEIN** SUPPLÉANT



Marcel GREGOIRE - marié - 5 enfants - 56 ans ;

- fondeur de haut-fourneau chez de Wendel en 1947, licencié pour fait de grève en 1950 ;
- travaille comme manœuvre dans le bâtiment avant de retrouver du travail en 1951 à Usinor-Thionville ;
- exclu de la C.G.T. en 1972 pour avoir critiqué publiquement l'attitude des dirigeants C.G.T. - P.C.F. vis à vis du militant P. OVERNAY assassiné aux portes des Usines Renault ;
- quitte le P.S.U. en 1972 et adhère au marxisme-léninisme en 1975. Prend une part active à l'action contre la liquidation d'Usinor. Muté à Longwy.



Eddy THEIN, 44 ans, mécanicien-auto, originaire de Thionville. En 1948, à 13 ans, il entre chez Scholtès comme manœuvre. Pendant la Guerre d'Algérie avec Témoignage Chrétien il milite contre la « sale guerre ». En mai 1968 il rejoint le mouvement révolutionnaire et les rangs du P.C.R. (m.l.) en 75.

I Ma H 31095-1 X